



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

04-05-2016

*Après le 28 avril et le 1er mai,
la lutte continue pour le retrait
pur et simple de la loi El
Khomri.*

Ces dernières semaines des centaines de milliers de manifestants ont envahi les rues de Paris et de l'ensemble des villes de France pour exprimer leur opposition au projet de loi El Khomri qui passe à l'assemblée nationale le 3 mai. **Cette loi n'est ni négociable ni amendable et représente la mise à mort du Code du Travail.**

La sous-évaluation du nombre de manifestants par les services préfectoraux est habituelle, rien ne change. Mais la mobilisation des forces vives de notre pays, des salariés, étudiants, retraités, chômeurs ne faiblit pas. Elle doit aller en augmentant et cela passe par des perspectives politiques d'avenir. Quoiqu'en disent les médias à la solde du capital, l'unité salarié / étudiants prend une autre dimension et s'inscrit dans la durée.

Pour notre Parti Révolutionnaire Communistes et comme nous l'avons toujours déclaré haut et fort, seule une lutte politique clairement définie sur des bases de classes fera reculer les grands groupes capitalistes aidés par le gouvernement Hollande. La loi Travail avec la casse

des acquis sociaux est une aberration de plus quand on constate les dividendes pharamineux distribués allégrement aux actionnaires.

Sur notre planète, des milliards et des milliards de dollars de profits créés par les salariés et les peuples, sont accaparés par le capital et investis d'abord dans la spéculation au détriment de la production industrielle, de la croissance, de l'emploi.

La montée de la prise de conscience se traduit dans les luttes actuelles par la participation d'une majorité qui refuse à juste titre une société gérée pour le profit de quelques nantis. Ces luttes font l'objet d'une répression féroce des forces de l'ordre (de quel ordre, au service de qui ?) contre les manifestants, notamment des plus jeunes.

A Rennes, un étudiant touché à bout portant par un tir de lanceur de balle perd un œil. Des manifestants menottés donc inoffensifs sont frappés à coups de poings, de pieds et de matraques par les CRS. Des militants syndicaux sont placés en garde à vue sommaire, passent en comparution immédiate comme des cheminots et des métallos de PSA condamnés à 2 mois de prison ferme et à de fortes amendes pour avoir refusé qu'on fiche leur ADN. Toutes ces atteintes aux libertés sont la continuation logique des licenciements à Air France et la prison ferme obtenue contre les militants CGT chez Good Year.

La répression policière ordonnée par le socialiste Cazeneuve s'aggrave encore. Sur Amiens, après la manifestation du 28 avril 300 militants syndicaux salariés, étudiants et intermittents ont été délogés manu-militari à 21 heures après avoir occupé pacifiquement la salle de délibération d'Amiens Métropole (un nez cassé et de nombreux coups portés). Le blocage à partir de 4 heures du matin de la Zone Industrielle Nord d'Amiens par plusieurs centaines de salariés et étudiants s'est traduit par des provocations policières de chaque instant et seule la détermination et le sang-froid des responsables a mis en échec les directives préfectorales de faire dégénérer l'action en cours. Le défilé du 1er Mai à Amiens a été interdit, soit-disant pour des problèmes de sécurité, alors que l'unité syndicale (CGT, FSU, FO, UNEF) s'était faite pour le retrait de la loi El Khomri (unité jamais réalisé avec FO un 1er Mai depuis plus de 35 ans).

A noter un épisode de la plus haute importance : Nicolas Sarkozy qui venait dédicacer le 2 mai son livre dans une grande librairie d'Amiens a dû décentraliser pour raisons de sécurité ce

moment inoubliable au fond des bois, dans la campagne profonde Amiénoise avec les responsables de la fédération des chasseurs de la Somme avec qui il avait déjeuné le midi, sachant que leur président est un ancien élu régional FN (on a les amis que l'on mérite).

Seule la lutte convergente entre salariés du privé et du public, des fonctionnaires, chômeurs, retraités et de la jeunesse pourra mettre en échec, sur des bases de classe les prétentions des grands groupes capitalistes qui ruinent l'économie de notre pays.

Notre Parti révolutionnaire Communistes pense que les forces existent pour gagner le retrait de la loi Travail et nous disons que cette victoire sera essentielle pour contrecarrer la politique au service du Medef et du capital menée par les gouvernements successifs.